



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 27/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACTION LOGISTICS FRANCE

18-26 rue Goubet
75019 Paris

Références : GD/ S 2025-0066
Code AIOT : 0003700515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2025 dans l'établissement ACTION LOGISTICS FRANCE implanté ZAC GRAND SUD LOGISTIQUE 82370 Labastide-Saint-Pierre. L'inspection a été annoncée le 29/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est une visite réactive suite à l'incendie survenu le 28 janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACTION LOGISTICS FRANCE
- ZAC GRAND SUD LOGISTIQUE 82370 Labastide-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0003700515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site ACTION Logistics est la plateforme logistique de l'enseigne ACTION pour le Sud-Ouest. Il a pour vocation de réceptionner et expédier les marchandises vers les magasins de l'enseigne. Il réalise également le remisage et stockage des invendus et des produits saisonniers. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 23/01/2017 complété le 27/07/2021.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 31/01/2025, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.8.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.4.5	Sans objet
3	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.6.3	Sans objet
4	exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.8.8	Sans objet
5	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.8.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le sinistre a été globalement bien maîtrisé, limitant l'impact sur l'environnement.

Néanmoins, il a mis en lumière un certain nombre de points qu'il convient d'investiguer et de corriger, notamment sur l'étanchéité d'un mur coupe feu, sur le confinement des eaux d'extinction et sur la fonctionnement du système de génération de mousse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/01/2025, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a été informée le 29 janvier 2025 d'un feu de benne survenu le 28 janvier 2025 à 19h35. La benne contenait des déchets, était située à l'extérieur de l'entrepôt après un compacteur, et reliée à l'entrepôt par un tunnel.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le 30 janvier 2025 un rapport d'accident qui indique que le départ de feu serait lié à la présence de déchets électroniques contenant des batteries lithium, envoyés par erreur dans le compacteur de déchets.

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé :

- que les fumées ont déclenché la détection incendie dans le hall "réception emballages", puis dans le quai "produits dangereux" avec déclenchement du système d'extinction automatique à mousse dans ce quai. Les eaux d'extinction de ce système ont été récupérées dans un réservoir enterré étanche (volume évalué à 400 m3 sur une capacité de 1 000 m3). Ce quai ne contenait que quelques produits emballés et des chariots électriques ; l'exploitant précise que le système de génération de mousse n'a pas fonctionné.
- que les eaux d'extinction de la benne ont été envoyées dans le réseau de collecte qui aboutit à une bassin non étanche muni d'une vanne en amont qui n'a pas été fermée immédiatement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre une version complétée de son rapport d'accident :

- en analysant les raisons de la détection incendie dans le quai "produits dangereux", séparé du hall "réception emballages" par un mur REI 120 et de procéder le cas échéant aux travaux nécessaires pour assurer une étanchéité. L'exploitant évaluera également le risque de propagation d'un incendie au travers de ce mur qui ne dépasse pas en toiture, évaluera l'impact sur les conclusions de son étude de danger et prendra les mesures correctives nécessaires ;

- en transmettant les éléments relatifs aux déchets générés par l'incendie (nature, quantité, exutoire), en justifiant notamment des caractéristiques des eaux d'extinction (notamment vis à vis de la présence de PFAS) ;
- en identifiant les actions techniques et organisationnelles pour améliorer la prévention d'un départ de feu dans le compacteur, la précocité de sa détection et la gestion d'un incendie de compacteur, notamment vis à vis du découplage du compacteur,

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. L'exploitant s'assure que l'ensemble du personnel employé par les locataires bénéficie d'une formation adaptée. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention sont réalisés. Un exercice sur la conduite à tenir en cas d'incendie est réalisé au moins une fois tous les trois ans. Les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Selon le plan de défense incendie (PDI) du 18/09/24, l'effectif total du site est d'environ 330 personnes dont 220 salariés GXO, une moyenne de 100 intérimaires et 4 salariés ACTION. Le site dispose :

- de 26 équipiers de première intervention formés sur le site ;
- de 6 équipiers de seconde intervention formés sur site ;
- de 34 sauveteurs secouristes du travail formés sur site ;
- de 12 guide-file et 12 serre-file formés sur site.

Par ailleurs, des Agents de sécurité/sûreté INORIX sont sur site 7/7 24/24 (9 en semaine et 8 le week-end en roulement)

Le PDI définit les fréquences de renouvellement des formations et des exercices. L'exploitant a présenté les compte-rendus des deux derniers exercices de test des situations d'urgence du 1er février 2024 et 02 janvier 2025.

Par ailleurs, l'inspection a constaté au niveau de la zone de tri des déchets l'affichage de consignes pour le tri des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux engagements de l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme au poste de garde et/ou par télétransmission à une société de gardiennage. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les moyens de détection incendie sont de plusieurs types : détection de fumées et détection de chaleur. Par ailleurs le site dispose</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un système d'extinction automatique à mousse dans la cellule Produits Dangereux 1 (produits inflammable) et à gaz dans les locaux serveurs. • d'un système d'extinction automatique de type sprinklage sur l'ensemble du site ; dans la cellule Produits Dangereux 2 dédiée aux aérosols, les réseaux de sprinklage passe à l'intérieur des racks de stockage, sur chaque niveau de stockage (sprinklage « in rack »).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. • le dernier rapport de contrôle du système de détection incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.8.8
Thème(s) : Risques accidentels, exercice incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les 2 ans. Le compte rendu de chaque exercice ainsi que le retour d'expérience qui en est fait seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

L'exploitant a présenté les compte-rendus des deux derniers exercices de test des situations d'urgence du 1er février 2024 et 02 janvier 2025.

Ceux ci sont datés et signés du responsable de l'exercice et mentionnent :

- les modalités du test ;
- la chronologie de l'exercice ;
- le relevé des actions réalisées et des vérifications effectuées après la fin de l'exercice ;
- des observations d'ordre général et une conclusion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.8.7

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de défense incendie sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers au plus, dans le délai de six mois après la délivrance de l'autorisation.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du plan de défense incendie. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du plan de défense incendie. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours.

Le plan de défense incendie est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du plan de défense incendie doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du plan de défense incendie ; cela inclut notamment :
- l'organisation de tests périodiques (au moins biennale) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du plan de défense incendie, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du plan de défense incendie en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées,

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte-rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan de défense incendie référencé TEC_LABASTIDE_PDI- et daté du 18/09/2024.

Il comporte les différents items mentionnés à l'article 7.8.7

L'exploitant indique que celui-ci a bien été déclenché le 28 janvier.

L'inspection remarque néanmoins que la consigne de fermeture de la vanne martelière en amont du bassin non étanche n'a été mise en oeuvre que tardivement. L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'un devis était en cours pour son automatiser et sa liaison au système de mise en sécurité incendie.

L'inspection remarque également qu'elle n'a pas été alertée par l'exploitant comme prévu dans les fonctions "relations extérieures en P39/60"

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection recommande d'exploiter le retour d'expérience de l'incendie afin d'identifier les pistes d'amélioration de son plan de défense incendie. L'inspection note notamment une organisation complexe entre différents intervenants sur site (Action, GXO, Inorix) et différentes fonctions (DOI, intervention exploitation, logistique, transmission, relations extérieures ...) qu'il convient de fluidifier au maximum pour assurer une bonne maîtrise du système.

Par ailleurs, l'inspection demande de justifier de l'adaptation de la capacité de confinement en amont de la vanne batelière au regard des besoins en eau incendie ou de prévoir une étanchéification du bassin en aval de la vanne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.8.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Ils comprennent : • un réseau fixe d'eau incendie qui est protégé contre le gel ; • un réseau de 7 poteaux incendie privés délivrant chacun au moins 60 m³/h pendant 2 h, (l'ensemble du réseau devant être en capacité de délivrer au moins 270 m³/h) adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours et deux réserves d'eau incendie aérienne respectivement de capacité de 155 m³ et 419 m³ chacune disposées en dehors des zones d'effet thermiques ; • les poteaux sont de diamètre nominal de 150 mm, conforme aux normes NF EN 1484 et NF S61-213/CN et placés de sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil ; • des contrôles périodiques garantissant le bon fonctionnement des prises d'eau ; • des extincteurs, en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les extincteurs sont balisés à l'aide de panneaux afin d'être rapidement repérés ; • des robinets d'incendie armés (RIA), alimentés par le réseau public, répartis dans l'enceinte du site et placés près des issues, ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances sous 2 angles différents ; • un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) avec une ou plusieurs cuves d'eau dont le dimensionnement (de l'ordre de 1100 m³) est conforme aux normes en vigueur. Ce dispositif fonctionne grâce à un groupe motopompe actionné par moteur diesel à démarrage automatique et muni d'un réservoir de FOD pour son fonctionnement). L'ensemble des bâtiments (tous locaux sauf locaux électriques, sanitaires et chaufferie) disposent d'une extinction automatique à eau de type déluge (ESFR1) ou autre système d'extinction, en fonction des produits stockés, conforme à la norme NFPA ou équivalent. Le certificat de conformité est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le dispositif de sprinklage est relié à la télésurveillance. Il est conçu, installé et entretenu régulièrement, conformément au référentiel en vigueur ; • un système de détection automatique d'incendie, indépendant du dispositif de sprinklage, composé de détecteurs optiques de fumées ; • des déclencheurs manuels d'alarmes installés à chaque accès principal du bâtiment et des diffuseurs sonores répartis dans le bâtiment, audibles en tout point de ce dernier ; • une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou de tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; • au moins une couverture spéciale anti-feu.

Une attestation est délivrée par l'installateur des nouveaux hydrants, faisant apparaître la conformité à la norme en vigueur et précisant le débit minimal par hydrant et simultané pour 4 poteaux incendie ainsi que la pression dynamique minimale.

Un contrôle du niveau des réserves est effectué automatiquement par un système de sonde et réserve pour sprinklage.

Un contrôle trimestriel du niveau d'eau est effectué par l'exploitant visuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés sur un document écrit, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté :

- le rapport de vérification hebdomadaire du système sprinkleur du 28/01/25 (Uxello) qui mentionne un état satisfaisant mais signale une alarme dysfonctionnelle (vanne poste 8) et une tuyauterie d'évacuation eau corps de pompe cassée ;
- le rapport de vérification des systèmes de désenfumage (PSL) du 10/12/24 (39 lignes

contrôlées) qui mentionne quelques observations sur certains exutoires ;

- le rapport de maintenance préventive du 27 au 29 janvier 2025 du système d'extinction automatique à mousse et à gaz (Siemens) qui mentionne un bon fonctionnement niveau SSI et extinction. Néanmoins l'exploitant a indiqué que lors de l'incendie, le sprinklage n'a pas généré de mousse. Il a indiqué avoir mis en place un agent de sécurité H24 en cellule produits dangereux jusqu'à remise en service du système mousse. Un contrôle des 10 et 11 février a confirmé une rupture de la vessie de l'USD. L'exploitant a transmis un bon de commande pour le remplacement de la vessie (livraison prévue le 10 avril 2025) et le remplissage de liquide mousse (livraison prévue le 10 mars 2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- de mettre en oeuvre les actions correctives pour garantir le fonctionnement du système de génération de mousse dans les cellules produits dangereux ;
- d'attester de la mise en oeuvre des actions correctives suite aux observations mentionnées dans les rapports de vérification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois